

---

**Québec français**



**Québec anglais**

Gilles Dorion

---

Number 70, May 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/45227ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Dorion, G. (1988). Québec anglais. *Québec français*, (70), 5–5.

# QUÉBEC ANGLAIS

## FRANÇOIS

**L**a situation de la langue française au Québec se dégrade à une vitesse vertigineuse depuis le retour au pouvoir d'un nouveau gouvernement en 1985. Tout le monde le sait, semble-t-il, sauf ce gouvernement qui, en matière linguistique, se conduit comme un invertébré car il a des intérêts puissants à protéger et des promesses électorales à tenir envers l'establishment anglophone. Bien plus, pour justifier leur inaction, le premier ministre et le ministre chargé de l'application de la loi 101 se retranchent derrière l'éventuel jugement de la Cour suprême du Canada quant à l'affichage public. Le scénario est facile à imaginer : pendant qu'on tergiverse ou, mieux, pendant qu'on attend à ne rien faire, l'agglomération de Montréal, le plus important regroupement de population du Québec, s'anglicise au grand galop. Le bilinguisme s'installe partout au mépris de la loi, une loi qui devait garantir non seulement le visage français du Québec, mais lui assurer un statut clair d'État francophone. Inutile d'ajouter que bilinguisme signifie comme toujours, dans cet État canadien et centripète, unilinguisme anglais. Cela se vérifie partout, même dans la prétendue bilingue fonction publique fédérale.

Sûr de son fait, le gouvernement du Québec assiste à l'érosion graduelle et dramatique de la loi 101 que les rongeurs de tout acabit

Gilles Dorion

ont transformée en passoire. Et ce gouvernement a encore la naïveté d'attendre le jugement dérisoire d'une Cour qui, représentant un pays constitutionnellement bilingue, joue sur cette ambiguïté fondamentale en permettant à une province de se déclarer unilingue anglaise mais en imposant le bilinguisme à une province française. Mais s'agit-il vraiment de naïveté? Bien naïf qui le croirait! S'agit-il d'un machiavélique complot assimilateur fomenté par ce gouvernement et ses sbires? Certes non; il faut trop d'imagination et de talent pour ce faire! De quoi s'agit-il donc? Tout simplement d'une lâche démission devant la minorité, de l'assentiment tacite d'un parti, — plutôt que d'un gouvernement, — dont l'idéal (!) politique consiste à miser sur le pouvoir de l'Argent, même au détriment du principe de nationalité et de son application quotidienne. Qu'importent les centaines de dérogations hebdomadaires à la loi 101 non seulement à Montréal mais même dans des régions très majoritairement francophones! Qu'importe le ralentissement marqué du programme de francisation des entreprises! Qu'importe l'étiquetage de plus en plus unilingue anglais de multiples produits de consommation importés des États-Unis! Pour-

quoi protester devant les dérogations de certains ministères? On a envoyé des formulaires anglais à des centaines de francophones? Erreur d'ordinateur, soutient-on. Pendant ce temps, le parti au pouvoir ferme les yeux, le ministre responsable de l'application de la loi 101 ne bouge pas. Elle reconnaît, par exemple, le statut de l'artiste au Québec (enfin!) mais reste à mi-chemin. A-t-elle assuré aux artistes que demain ils pourront continuer à travailler en français au Québec? Un autre ministre au nom français paradoxalement anglais proteste avec véhémence contre le retard apporté par son parti dans la reconnaissance officielle du bilinguisme au Québec.

Pendant ce temps, quel est le comportement de la majorité francophone? Indifférence chez les uns qui n'ont pas mesuré l'ampleur de la catastrophe qui nous guette; acquiescement mou des autres qui endossent la politique (ou plutôt l'absence de politique) de ce gouvernement en matière linguistique. Celui-ci, dans sa vision à long terme (!) du destin du peuple québécois et dans l'économie universelle des langues et des ethnies, envisage avec sérénité ou inconscience la disparition à court terme du français au Québec au profit du commerce, de l'industrie, du virage technologique qui, comme chacun sait, se passent en anglais! Faudra-t-il comparer ce parti à celui de l'ex-grand frère fédéral et lui attribuer le même rôle de fossoyeur de la culture, de la langue et de la vie françaises au Québec? Terrible responsabilité que celle-là! En attendant, nous contenterons-nous de rester sur la défensive? Nous braquerons-nous dans une opposition statique, donc stérile? C'est l'heure de la concertation non seulement des mouvements nationaux, des centrales syndicales, des associations d'enseignants de toutes les matières, mais aussi celle des médias, des autres groupes de pression et d'influence, enfin des individus. Nous devons tous nous engager dans un vaste mouvement d'affirmation de la langue et de la culture de langue française au Québec par tous les moyens démocratiques dont nous disposons. Secouons les indifférents et les tièdes, ravivons l'ardeur des combattants!